

# « Le nécessaire enseignement de la Shoah ne suffira pas à faire baisser l'antisémitisme »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**ALEXANDRE DEVECCHIO**  
@AlexDevecchio

**LE FIGARO.** - Le président a pointé qu'à côté d'un antisémitisme traditionnel « se déploie un antisémitisme fondé sur un islamisme radical, cette idéologie qui gangrène certains quartiers ».

Bien souvent, l'antisionisme fait office de « masque » à la haine du Juif, a-t-il ajouté. Partagez-vous son analyse ?

**Georges BENSOUSSAN.** - C'est une bonne chose qu'Emmanuel Macron ait prononcé ces mots. À cet égard, comme à d'autres, rendons-lui cet hommage de n'avoir pas manqué de courage, comme lors de la commémoration du Vél' d'Hiv' en juillet 2017, quand il évoquait l'antisionisme, mais aussi le meurtre de Sarah Halimi, commis cette année-là. Pour autant, ramener cet antisémitisme au seul islamisme est une impasse. Si, à l'évidence, les milieux musulmans gagnés par le salafisme sont les porteurs d'un antisémitisme virulent, on ne peut oublier une certaine culture populaire du Maghreb dont plusieurs expressions du quotidien sont nourries d'antijudaïsme. On ne peut occulter cette dimension qui a contribué à lever les interdits en matière d'expression de la haine antisémite.

**Le chef de l'État a annoncé que la France intégrera l'antisionisme à sa définition de l'antisémitisme. Est-ce judicieux ?**

L'antisionisme n'a rien à voir avec la critique de la politique de l'État d'Israël. C'est la forme convenable de l'antijudaïsme, comme l'expliquait il y a cinquante ans déjà Vladimir Jankélévitch. En déniautant

l'État juif toute légitimité, on revient sur son droit à exister et l'on prépare sourdement les esprits à sa disparition. Faut-il légiférer ? Ce serait, me semble-t-il, tomber dans le piège de l'antisémite. Quoi de plus adéquat que la vio-

lation de la loi pour se poser en rebelle ? Légiférer pour faire d'une opinion un délit, quand il n'y a pas d'appel explicite à la violence, fera le miel des complottistes et des antisémites. Criminaliser l'antisionisme, comme on l'a fait pour le négationnisme sans prêter assez d'attention à l'époque aux arguments d'un Pierre Nora, par exemple, c'est fabriquer des figures de martyrs et de dissidents.

**Cette décision présenterait-elle des risques en termes de liberté d'expression ?**

Le débat d'idées est antinomique d'une sanctification par la loi. La mise en place de l'interdit, et donc du sacré, ouvre un boulevard à la tentation du blasphème et de la transgression. Répondre par une loi nouvelle à la flambée antisémite, alors que l'arsenal pénal français paraît suffisant, à la condition qu'il soit appliqué, c'est dévoiler son désarroi et bercer d'illusions la « communauté juive ». Pour sauver le « vivre ensemble », en effet, les Juifs français devront se faire discrets, voire quitter le pays. En dépit des larmes, sincères, des uns et des autres. L'antisémitisme qu'on dit actuel - alors qu'il y a dix-huit ans tout de même qu'il se situe à ce niveau d'intensité - constitue le point émergé d'une crise générale qui condamne, à terme, la minorité juive. Pathétique spectacle que ces grandes manifestations ponctuées de coups de mention et de proclamations martiales mais qui ne changeront rien à la situation. Moins par mauvaise volonté des acteurs, que parce que ce sont des forces profondes, mais peu analysées, qui joueront demain en défaveur des Juifs français.

**Macron a confirmé l'augmentation de l'aide publique versée au Mémorial de la Shoah. Or vous avez souvent mis en garde contre ce que vous appelez « la mémoire aveuglante de la Shoah », qui, selon vous, ne protège pas de l'antisémitisme...**

La France est probablement l'un des pays d'Europe où l'enseignement de la Shoah est le mieux dispensé. Les formations de professeurs, que j'avais initiées moi-mê-

me au Mémorial de la Shoah il y a une vingtaine d'années, s'y poursuivent et c'est très bien. Pour autant, il ne faut pas compter sur cet enseignement, si nécessaire soit-il, pour faire baisser l'antisémitisme. Merah, Nemmouche, Coulibaly, les frères Kouachi, tant d'autres, sont passés par les écoles et les collèges français, où ils ont eu droit à cet enseignement. En quoi cela a-t-il empêché la progression de l'antijudaïsme et, pour certains, le passage à l'acte ?

Comment ignorer, par ailleurs, qu'un certain nombre d'élèves exprime, face à cet enseignement, un sentiment de saturation et de ressassement ? Voir dans cet enseignement une digue contre l'antisémitisme montre qu'on est déconnecté de la société réelle. Qu'on en ignore aussi les effets pervers : de la jalousie mémorielle à, plus grave encore, la réduction du judaïsme à une histoire de mort. Faut-il continuer à donner à voir les Juifs sous la seule figure de victimes ? Miser sur ce seul enseignement, n'est-ce pas prendre le risque de réduire le monde juif à une histoire lacrymale ? Quand on lui demandait pourquoi il n'enseignait pas l'histoire de la destruction des Juifs d'Europe, le grand historien américain Yosef Hayim Yerushalmi répondait : « Je refuse d'enseigner la manière dont les Juifs sont morts à des étudiants qui n'ont pas la moindre idée de la manière dont ils ont vécu. » La connaissance du judaïsme vivant est prioritaire dans le combat contre les préjugés. C'est ce judaïsme-là qu'il faut mettre en lumière, ce mariage, déjà ancien, des Juifs et de la nation française. Davantage de subventions publiques, décide le président de la République ? Oui, mais à la condition de faire vivre et connaître ce judaïsme vivant au travers, entre autres, du Musée d'art et d'histoire du judaïsme et de l'Alliance israélite universelle, ce monument du franco-judaïsme vieux de plus d'un siècle et demi. Or cette mémoire du judaïsme français et des communautés d'Orient est en manque de moyens permanents. Elle a dû vendre son siège historique. Ses archives et sa bibliothèque sont dispersées.

**Pierre Nora considère que « la dictature de la mémoire menace l'histoire ».**

**Est-on dans cette confusion à propos de l'histoire de la Shoah ?**

La « communauté juive » doit reprendre en mains ces questions. Elle doit questionner la mobilisation médiatique à laquelle incidents et insultes antisémites ont donné lieu et qui s'est achevée par le rituel de la visite des hautes autorités de l'État au Mémorial de la Shoah ; puis, hasard malheureux du calendrier, par le dîner annuel du Crif. Voudrait-on conforter l'idée que la mémoire juive est privilégiée par rapport à d'autres et alimenter le fantasme d'une communauté juive liée au pouvoir et à l'argent qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Comment les « responsables » n'ont-ils pas anticipé les effets désastreux de ces images sur l'opinion publique ?

Par surcroît, voici qu'une partie de la classe politique et du monde médiatique se mobilise contre la « montée de l'antisémitisme » (il y a dix-huit ans que nous attendions ce chœur de vertu) juste au moment où un mouvement social d'ampleur, les « gilets jaunes », les inquiète. Certains parlent d'une « instrumentalisation de la mémoire juive ». Si tel était le cas, a-t-on pensé aux effets de ce dévoilement sur le judaïsme pratiquant des quartiers populaires, qui, lui, n'est pas protégé par la barrière géographique ?

Ces sujets dépassent le cadre des institutions juives. À tous, il revient de rappeler que la mémoire du génocide est fondatrice parce que l'événement constitue une rupture anthropologique de premier ordre. Cette tragédie appartient au premier chef à ses victimes, et à elles seules, démunies d'entre les démunies. Cette histoire est, par elle-même, un appel à l'insubordination, et, en conséquence, voir peu à peu cette mémoire transformée en argument en faveur du conservatisme social dépasse l'entendement. ■

\* Derniers ouvrages parus : « Les Juifs du monde arabe. La question interdite » (Odile Jacob, 2017) et « L'Histoire conquise de la destruction des Juifs d'Europe » (PUF, 2016).



## ORGES BENSOUSSAN

l'antijudaïsme contemporain a des causes multiples et ne peut être combattu de façon efficace qu'en faisant connaître et comprendre le mariage séculaire des Juifs et de la nation française, fait valoir l'historien\*.

# Par son radicalisme sur les questions de société, LREM fera-t-il fuir les modérés ?

**A**lors que le pays continue d'être traversé par des spasmes de violence insurrectionnelle, des membres éminents du gouvernement et de la République en marche ont pris un drôle de parti ces jours-ci. Le parti de la haine, de l'insulte et de la discorde, au moment précis où les Français ont plus que jamais besoin de réconciliation et de paix.

« Je ne mets pas sur le même plan la Manif pour tous et les terroristes islamistes, mais je souligne l'existence d'une convergence idéologique. »

Avec la finesse d'un Panzer de Guderian, dans une interview stupéfiante à Valeurs actuelles où les amalgames succèdent aux contre-vérités, Marlène Schiappa (qui s'est excusée depuis, tout en maintenant ses propos) tire à boulets rouges sur ce qui menace nos démocraties. Elle pointe ainsi les terroristes islamistes.

Le problème, c'est qu'à cet ennemi elle en ajoute un autre : les familles, et notamment les familles de culture chrétienne. Tous ces gens terrifiants, armés de parkas et de lodens, avec leurs cortèges de landaus et de poussettes, leurs

slogans de toutes les couleurs, et leurs médailles de baptême autour du cou. Ils ne sont pourtant pas des assassins armés de kalachnikovs, de

couteaux ou d'explosifs, criant dans une langue étrangère Allah Akbar avant de semer la mort autour d'eux. Ils ne descendent pas davantage dans la rue pour renverser la République, casser du flic, des devantures de boutiques ou dévaliser des banques. Ils ne sont pas des zadistes ni des black blocs, pour qui l'appareil d'État et la justice furent si indulgents lors de l'occupation de Notre-Dame-des-Landes et des très graves émeutes du 1<sup>er</sup> Mai 2018. Ils ne sont pas non plus un groupe de pression défendant les intérêts d'une communauté supposée.

On aurait aimé entendre Marlène Schiappa, plutôt que d'incriminer les familles de culture chrétienne, désigner aussi comme menace pour nos démocraties les profanateurs de lieux chrétiens en France, aussi nombreux qu'impunis (878 sur 978 profanations en 2017). Et les si peu démocratiques partis et mouvements d'extrême gauche multipliant les appels à l'insurrection depuis le début du mouvement des « gilets jaunes ».

Les catholiques, comme leur nom l'indique, ne se battent jamais pour eux-mêmes, mais pour tout le monde. Pour une certaine idée de l'homme et de la dignité humaine ici-bas. Une idée aux antipodes des fantasmes de M<sup>me</sup> Schiappa et d'une certaine faction de LREM, qui s'est mise en tête de supprimer jusqu'aux notions mêmes de père et de mère, pour faire advenir un homme nouveau. Un produit transactionnel et chimique,

sans racine et sans âme. Sans histoire ni culture.

Cette vision du monde se donne à lire dans le projet de loi bioéthique, dont les premières moutures sont glaçantes. Tous les freins, toutes les prudences des comités d'éthique et des personnalités religieuses, ont sauté. La PMA pour les couples de femmes a fait passer le père à la trappe. La fabrique des orphelins de père se met en place.

L'attaque du modèle dit traditionnel - en réalité le seul modèle existant de l'humanité - de la famille se fait sur tous les fronts : législatif avec ce projet de loi ; politique avec les saillies de M<sup>me</sup> Schiappa et consorts ; fiscal et financier avec l'individualisation de l'impôt sur le revenu pour les couples et la suppression du quotient familial ; et enfin éducatif : grâce à la députée Anne-Christine Lang, les enfants de France, en âge d'écrire, pourront supprimer de leur vocabulaire et de leurs fiches scolaires les notions de père et de mère. Parent 1, parent 2, ou un quatuor de doubles pères et doubles mères. « Rayer la mention inutile » (sic), propose après réflexion cette députée créative. Est-ce de l'Orwell ou du théâtre de boulevard ?

Le macronisme se laissera-t-il réduire à une telle imposture et à un bilan provisoire décevant là où on l'attendait vraiment ? Des réformes économiques menées tambour battant, avec une absence cruelle de résultats probants : la France est lanterne rouge de l'Union européenne

sur les déficits publics ; sa croissance est en berne ; sa création d'emplois, médiocre. Une chienlit sociale démarrée avec le mouvement des « gilets jaunes », signe et facteur d'une frustration profonde dont les séances répétées de one-man-show présidentiel ne sauraient venir à bout sans une initiative majeure, concrète.

Drôle de soldé de tout compte que cette attaque en règle de la famille et des identités profondes des êtres humains : ce à quoi les personnes se raccrochent le plus dans un moment de bascule de l'histoire où les dignes semblent lâcher les unes après les autres, sous les coups de boutoir de la mondialisation, de la financiarisation et du technicisme.

Emmanuel Macron ne peut laisser s'installer cette dérive dans les rangs d'un parti et d'un gouvernement qui lui obéissent au doigt, à l'œil et au clin d'œil. Il doit réaffirmer concrètement son autorité sur un parti, un dispositif élyséen et une équipe gouvernementale dont les méthodes de travail comme les membres sont visiblement à bout de souffle. Sinon, dans ce pays où l'esprit de résistance n'est pas un vain mot, les gens raisonnables iront chercher partout ailleurs, de la gauche républicaine à l'ensemble des droites, une alternative politique plus humaine et plus digne de l'histoire de ce pays millénaire qu'un projet de société sans visage ni mémoire.

\* A notamment publié : « Au-delà du mur de l'argent » (Éditions Stock, 2015).



## FRANÇOIS BAYROU

laisser les Français attachés à la famille traditionnelle ne fera qu'aggraver les fractures sociales, argue l'essayiste\*.